

The Banker's View – June 2004

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) : les choses bougent en Afrique !

Jean-Pierre PATAT

(écrit fin mai 2004)

Abstract

NEPAD: things are changing in Africa

For two years now, the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) has offered the proof of a new spirit within African and G8 countries. African countries wish to benefit from the globalisation process and, to do so, seek to improve significantly their public and corporate governance, with progress being monitored and assessed through "peer reviews" mechanisms. The NEPAD was an African initiative, which the G8 countries accepted to support, through financial initiatives and the setting-up of a detailed Action Plan. G8 countries claimed they would replace assistance by partnerships, and a much enhanced partnership for countries making rapid and visible progress towards better governance and more conducive environment for business development.

Some improvement has already been noted, especially in the peace and security areas as well as governance. G8 countries have increased their ODA and are committed to continue during the next years. Important initiatives from the European Union and the United States (Everything But Arms ; AGOA) will facilitate a better insertion of the African economies in world trade and investment flows. Perceptions are changing as regards the issues of food and cotton production subsidies in Europe and in the US.

As the NEPAD is a long-term process, changes seem limited and somewhat still disappointing at this time. But there should be no doubt that African countries are indeed engaged in a path towards a more rapid and sustainable development. Industrial and financial companies having a large international exposure and looking for medium-term areas of faster growth and demand should therefore look more closely at emerging opportunities in Africa.

Depuis deux ans, un processus nouveau a pour ambition de sortir l'Afrique de sa marginalisation. Ce Nouveau Partenariat pour le Développement Africain ou NEPAD suscite de grands espoirs car il présente une double originalité par rapport aux démarches, toutes infructueuses, qui l'ont précédé.

La première originalité tient à la prise de conscience par les Africains, à l'origine du projet, que la mise à l'écart du continent par les investisseurs et les marchés mondiaux a, peut être, partiellement des origines extérieures à l'Afrique (chute de l'Aide publique des grands pays, handicaps commerciaux....) mais est surtout le fait des gouvernements et responsables africains dont les politiques et comportements ont donné au monde une image dégradée de leurs pays : guerres, insécurité, atteintes à la démocratie et aux libertés, gouvernance défectueuse, corruption, autant de calamités qui découragent les investisseurs, provoquent la fuite des capitaux, et empêchent l'Afrique de s'intégrer dans la mondialisation des échanges. Les initiateurs du NEPAD entendent redresser l'image de leurs pays : pour concrétiser cette volonté, ils s'engagent à se soumettre à des exercices publics de « surveillance par les pairs » (peer reviews) sur tous les aspects de la gestion : politique macroéconomique certes, mais aussi gouvernance, droits de l'homme.... Par cet exercice novateur et courageux, ils souhaitent fournir à la communauté internationale un état des lieux permanent du contexte politique, économique, légal, social du continent.

La deuxième originalité vient de l'engagement des grands pays industrialisés (G8) de soutenir la démarche. Conscients que le problème de l'Afrique est un problème systémique mondial, les pays du G8 entendent modifier leur politique envers le continent, et remplacer l'assistance par le partenariat. Ils désignent des Représentants Permanents de haut niveau pour suivre la démarche et mettent au point un « Plan d'action » destiné à accompagner le NEPAD. Des « partenariats renforcés » seront mis en oeuvre avec les pays ayant démontré leur volonté active de progresser vers une meilleure gouvernance. Le Plan s'articule autour de huit points, dont plusieurs, éducation, santé, accès à l'eau, agriculture, se réfèrent aux objectifs dits du « millénaire » que les Nations unies s'étaient fixés à la fin du siècle pour réduire significativement les handicaps des pays pauvres d'ici 2015.

Où en est on aujourd'hui ?

- L'engagement des pays du G8 paraît sérieux. Ils ont accru leur aide publique et pris des engagements forts pour l'avenir. Des avancées significatives ont également été faites dans la réduction des dettes. De nets progrès ont été observés dans la voie de l'apaisement des conflits : fin de la guerre en Angola, Sierra Leone, Erythrée, Ethiopie ; processus de paix avancé au Burundi, R.D.C. Certes, des foyers de tension subsistent (Cote d'Ivoire, Soudan...). Mais l'Union africaine, les organisations régionales et les gouvernements africains mettent en oeuvre, avec les pays du G8 un dispositif de prévention des conflits et de maintien de la paix ; de nombreuses actions Nord Sud sont engagées pour améliorer le contexte ; moratoire sur les armes légères, déminage, mise hors la loi du mercenariat par le gouvernement français. En matière de gouvernance, les pays africains mettent en place le mécanisme de peer review ; près de vingt pays se sont portés volontaires pour s'y soumettre. De nombreuses actions sont menées avec les pays du G8 pour améliorer les capacités administratives, judiciaires, fiscales douanières.
- Il y a évidemment encore nombre de problèmes ; les objectifs du millénaires en matière d'éducation, d'accès à l'eau prennent du retard ; le problème de la sécurité alimentaire n'est pas encore résolu, en dépit d'un très fort engagement des pays industrialisés. Dans le domaine de la santé, en revanche, des espoirs sont permis pour faire reculer à terme le sida compte tenu des fonds mobilisés et de l'exemple de démarches fructueuses (Sénégal, Ouganda).

- La croissance n'est toujours pas au rendez vous, sauf quelques exceptions (Mozambique, Botswana , Namibie, Ouganda...). Les financements privés restent insuffisants et l'ouverture sur les échanges internationaux encore limitée. Les deux grands blocs économiques ont pris dans ce sens des initiatives allant vers une libération complète des importations en provenance notamment des pays d'Afrique subsaharienne : initiative « Tout Sauf les Armes » de l'Union européenne ; « African Growth Opportunity Action », AGOA, des Etats Unis. Un point de conflit demeure : la question des subventions à l'agriculture et au coton accordées par le pays riches à leurs producteurs. La France a proposé un moratoire sur ces subventions pour les échanges avec l'Afrique durant le cycle de Doha. Cette idée a été reprise par l'Union Européenne mais pas par les Etats Unis. Mais on sent bien que ce problème doit être résolu, et le sera bientôt, même si cela ne sera sans doute pas déterminant pour la croissance de l'Afrique.

Le NEPAD est un chantier de longue haleine et il est facile d'ironiser sur la modestie apparente des résultats obtenus en deux ans. Mais il est clair qu'un tournant a été pris, d'une part dans la volonté des africains d'améliorer leur gouvernance, d'autre part dans celle des grands pays industrialisés de pérenniser leur engagement .

Les choses bougent donc en Afrique, continent du XXI^e siècle. De nombreuses opportunités d'investissement s'ouvrent dans plusieurs pays, anglophones et francophones, ayant d'ores et déjà fait la preuve de leur détermination à maintenir la démocratie, et les droits de l'homme et d'améliorer la gouvernance sous tous ses aspects.